REVUE DE PRESSE

COMMISSION DE
L'OCÉAN INDIEN

Du 18 au 24 mai 2021

Les articles contenus dans ce document n'engagent que les auteurs et les sources dont ils émanent. Ils ne reflètent en aucun cas une position officielle de la COI.

1. COI et ses projets

1.1 35 ème conseil des Ministres de la COI.....2
-Plus de perspectives pour une COI moderne
-Les Comores passent le plambeau à l'Ile de la Réunion
-Le Ministre Radegonde fait appel à un éventail de nouvelles réponses dynamiques face aux effets de la pandémie
-COI : la modernisation et un plan d'action pour l'économie bleue au cœur du 35e Conseil des ministres
-Coopération régionale : La France prend la présidence tournante de la Commission de l'Océan Indien
-Imam Abdillah passe le plambeau des OPL à Laurent Amar
1.2 Santé : fièvre apteuse.....10
-Fièvre aphteuse : les éleveurs réclament une allocation mensuelle
-Maurice bénéficie d'une cargaison de vaccins contre la fièvre Aphteuse
-Fièvre aphteuse : 100 000 doses de vaccin acheminées vers Rodrigues
1.3 Pêche.....14
-COI : les partenaires soucieux des pertes en ressources halieutiques

2. Centres d'Intérêts

2.1 Education.....15
- Bientôt une Université numérique pour l'Indianocéanie ?
2.2 Economie circulaire.....16
-Maurice. Une déchetèque pour valoriser les matériaux de construction
2.3 Coopération..... 17
- Le Fonds saoudien pour le développement en pourparlers avec les Seychelles sur l'éducation et le logement
- La grande commission mixte maroco-comorienne tiendra sa première réunion en 2021
2.4 Economie.....19
-(Consultations prébudgétaires) Renganaden Padayachy : « Trouver un équilibre entre la réforme et un plan de relance »
-« Dans les échanges Sud-Sud, la Réunion à un rôle majeur à jouer

La Gazette des Comores

35ÈME CONSEIL DES MINISTRES DE LA COI

Plus de perspectives pour une COI moderne

Le conseil des ministres de la Commission de l'Océan Indien est le rendez-vous décisionnel de l'organisation régionale. Le 35ème conseil s'est tenu en visio-conférence au cours duquel, un nouveau plan de développement stratégique a été élaboré permettant ainsi de fixer un nouveau cap pour les 5 prochaines années.

Le 35ème conseil des ministres de la Commission de l'Océan Indien est ouvert ce jeudi 20 mai en visio-conférence. Ce grand rendez-vous a été marqué par la présence des différents ministres des pays membres sous la présidence de l'Union des Comores avec aux manettes le ministre comorien des Affaires Etrangères, Dhoihir Dhoulkamal. Lors de cette assemblée qui fixe les actions et priorités stratégiques de l'organisation, la France à travers l'Ile de La Réunion va succéder à l'Union des Comores à la présidence du conseil pour l'année à venir de même pour la présidence des Officiers Permanents de Liaison (OPL).

Un plan d'action régional pour le développement de l'économie bleue a été proposé pour adoption. Le secrétariat général a rendu compte de la mise en œuvre du plan de riposte soutenu par l'Agence Française de Développement (AFD) et ont été exposés et passés en revue les projets de la COI dont le MASE (Maritime Security) qui consiste à mettre en œuvre à moyen et long terme la stratégie régionale de lutte contre la piraterie et pour la promotion de la sécurité maritime, le projet Paix et Stabilité, le projet RECOS qui est un projet régional de résilience côtière financé par l'AFD et le FEM pour un montant de 10 millions d'euros, le projet ExPLOI pour l'Expédition plastique Océan Indien et le projet Hydromet qui vise à accroître la résilience régionale par le renforcement des services Météorologique, Hydrologique et Climatologique dans les pays membres de la COI.

A l'ouverture de cette instance décisionnelle, le secrétaire général Vêlayoudoum Marimoutou a rappelé en insistant sur la volonté et l'implication de toutes les couches sociales pour l'avenir d'une COI modernisée, diversifiée et amplifiée que « seul, on va plus vite ; ensemble, on va plus loin ». « C'est ensemble, à travers la COI, que nos Etats peuvent construire de nouvelles formes de solidarité, par la mobilité, par l'éducation, par la culture, par les échanges d'expérience, par des positions communes et des actions collectives pour le climat et l'environnement, la santé ou encore la gouvernance maritime », avance-t-il.



Pour assurer l'élan de solidarité entre les pays membres, l'élargissement vers les autres iles de l'Afrique et le ressert des liens avec les voisins du continent, M. Marimoutou souligne l'importance à accorder à l'élaboration du nouveau plan de développement stratégique de la COI. « Ce document fixera le cap de notre organisation pour les 5 prochaines années ; il devra ouvrir de nouvelles perspectives, réorienter au besoin nos manière de faire, exprimer la place que nous souhaitons donner à l'Indianocéanie, à notre communauté destin, dans un monde de recomposition, de défis et aussi d'opportunités », soutient-il.

Si des faits ont marqué la structure qui est la COI, le secrétaire général est revenu sur la gestion de la crise sanitaire mondiale. Et selon lui, « la solidarité, la résilience et la proximité » sont les maitres mots qui ont permis à une gestion adéquate de la pandémie, la connexion du câble internet METISS qui constitue aussi un avancé majeur pour la région, les actions pour la sécurité maritime et les pêches, la réduction des risque de catastrophes et le climat, la stabilité et la gouvernance, la météorologie, l'environnement ou la culture et le transport, tous réalisés avec les partenaires comme l'UE, l'AFD, la Banque Mondiale et le Japon, constituent une réussite. « Si, en 2020, la pandémie a freiné la mise en œuvre de certaines activités, elle ne nous a donc pas empêché de poser les jalons importants pour une nouvelle génération de projets en phase avec les défis de long terme de la région », conclut-il.

A.O Yazid

Al-watwan

35e CONSEIL DES MINISTRES DE LA COI

Bilan anti-Covid et double passation

Le ministre des Affaires étrangères comorien, Dhoihir Dhoulkamal, président sortant du conseil des ministres de la Commission de l'Océan Indien (Coi) a présenté son bilan de la mandature de l'Union des Comores marquée par «l'irruption de la gestion de la pandémie de la Covid-19».

Le 35e conseil des ministres de la Commission de l'Océan Indien (Coi), a eu lieu hier jeudi, 20 mai 2021, par visioconférence sous la présidence du ministre des Affaires étrangères comorien, Dhoihir Dhoulkamal. C'est le ministre Bianrifi Tharmidhi, assurant l'intérim du chef de l'Etat, qui a ouvert officiellement les travaux virtuels du conseil. Dans son allocution, il a salué «les efforts» des ministres des affaires étrangères des pays membres, du secrétaire général et partenaires de la Coi qui ont fait preuve de solidarité auprès des pays membres pendant cette période de pandémie de coronavirus.

Page 3



Le ministre Dhoulkamal et le chef sortant des Opl, Ikram Abdillah

35e CONSEIL DES MINISTRES DE LA COI

Les Comores passent le flambeau à l'île de à la Réunion

Le ministre des Affaires étrangères comorien, Dhoihir Dhoulkamal, président sortant du conseil des ministres de la Commission de l'Océan Indien (Coi) a présenté son bilan de la mandature de l'Union des Comores marquée par «l'irruption de la gestion de la pandémie de la Covid-19» avant de passer le fableau hier, jeudi, à la France pour le compte de l'île de la Réunion.

Par **Chamsoudine Said Mhadji**



Le 35e conseil des ministres de la Commission de l'Océan Indien (Coi), a eu lieu hier jeudi, 20 mai 2021, par visioconférence sous la présidence du ministre des Affaires étrangère comorien, Dhoihir Dhoulkamal. C'est le ministre Bianrifi Tharmidhi, qui assure l'intérim du chef de l'Etat, qui a ouvert officiellement les travaux virtuels du conseil. Dans son allocution, il a salué *«les efforts»* des ministres des affaires étrangères des pays membres, du secrétaire général et partenaires de la Coi qui ont fait preuve de solidarité auprès des pays membres de la Coi pendant cette période de pandémie de coronavirus.

Le bilan de la présidence comorienne

«La crise sanitaire de la Covid-19 qui ébranle le monde depuis bientôt deux ans a mis en nu nos fragilités quelles que soient la taille et la puissance de nos pays. Mais cette crise sanitaire a démontré l'impact positif, la capacité de nos Etats à faire face à toute les menaces dès lors qu'ils mutualisent les efforts pour un objectif commun», dit-il avant d'ajouter que *«l'Union des Comores se félicite de la proactivité des Etats de notre région par rapport à la gestion de cette pandémie qui a mis tous les pays du monde à rude-épreuve»*.

De son coté, le chef de la diplomatie comorienne, Dhoihir Dhoulkamal a présenté son bilant dominé par la gestion de la Covid-19. *«La présidence de mon pays a été marquée par l'irruption de la gestion de la pandémie de la Covid-19, une crise sanitaire de portée mondiale qui a surpris toute la planète, y compris les grandes puissances»*. Et de continuer : *«dés son apparition, mon pays a été de concert avec tous les Etats membres de la Coi, le secrétariat général et l'ensemble de nos partenaires qui se sont fortement mobilisés pour faire face à cette crise sanitaire»*.

Le président sortant du conseil des ministres de la Coi a rappelé les projets réalisés et ou en cours de réalisation depuis la prise de la présidence des Comores en 2020. *«Plusieurs avancées ont été enregistrées, en effet, au cours de l'année 2020, en bénéficiant de l'appui de nos partenaires. Ce fut le cas, à titre d'exemple, des plans d'urgence et de riposte régionale contre la Covid-19. La mise en place d'une stratégie régionale sur le développement de l'économie bleue. Le plan de relance économique dont les contours ont été adoptés lors du conseil des ministres extraordinaire de juin 2020 constitue un socle qui me parait solide pour la reprise de l'activité économique et (les projets y afférents) notamment la connectivité aérienne et maritime»*.

Le ministre Dhoulkamal a finalement passé le flambeau à la France (île de la Réunion). ■

35ème Session du Conseil de la COI



Le Ministre Radegonde fait appel à un éventail de nouvelles réponses dynamiques face aux effets de la pandémie

Le Ministre Sylvestre Radegonde a pris part aux travaux du 35e Conseil des Ministres de la Commission de l'Océan Indien (COI) qui s'est réuni ce mercredi par visioconférence.
Les travaux se sont déroulés par visioconférence en raison de la pandémie de la Covid-19 qui sévit toujours et étaient présidés le président en exercice sortant, S.E.M. Dhiohir Dhoulkamal, Ministre des Affaires étrangères et de la Coopération internationale chargé de la Diaspora de l'Union des Comores.
Cette réunion a été l'occasion pour le Secrétariat général de l'organisation d'informer les États membres de l'état d'avancement des différents domaines thématiques d'engagement et de la marche à suivre, la plupart des discussions étant centrées sur la pandémie et l'appui à la relance régionale.
Dans son allocution, le Ministre Radegonde a souligné l'urgence pour la COI de recalibrer ses plans d'action à la lumière des nouvelles réalités nées de la pandémie, et d'envisager un éventail de nouvelles réponses dynamiques face à ses effets, à court et long termes.
« Il serait opportun de poursuivre la réflexion pour apporter la contribution de la Commission de l'Océan Indien à l'établissement d'un nouveau modèle pour une meilleure gouvernance politique et économique basée sur la dignité, la justice et la solidarité ", a ajouté le ministre seychellois, qui marquait ainsi sa première participation aux travaux de cette organisation régionale de proximité des iles de l'Océan Indien.
Auparavant le Ministre Radegonde avait rappelé les effets dévastateurs de la pandémie qu'il a qualifiée comme étant « la plus forte catastrophe naturelle la plus préjudiciable que nous ayons à vivre depuis des décennies ».
Il a réaffirmé le profond attachement des Seychelles aux valeurs et objectifs de la COI, un attachement qui tient, selon lui, à « la profondeur de notre

enracinement dans la dimension océanindienne, partant de notre position géographique et découlant de notre histoire séculaire. »
Le Ministre Radegonde a aussi lancé un appel à ses pairs de l'Océan Indien afin qu'ils travaillent ensemble en bonne intelligence pour assurer la relance des économies de la sous-région. Dans la même lancée, il a apporté son soutien total à toutes les initiatives visant à rendre accessibles à tous, les vaccins, les tests, les traitements et les autres technologies de santé utilisées dans la lutte contre la maladie afin que le monde puisse sortir rapidement en sûreté de cette pandémie.
Les travaux du Conseil ont été également marqués par le passage de la présidence du Conseil de la COI à la France.
Le Ministre Radegonde a exprimé à cette occasion sa vive gratitude aux dirigeants comoriens dont la présidence s'achève, pour la nouvelle impulsion donnée à la COI et au dossier important de la modernisation qu'ils ont su mener à bien.
"A la France, dont nous connaissons la volonté et la détermination à mener la COI à la hauteur de ses ambitions, nous formulons les meilleurs vœux de succès à sa présidence ", a-t-il ajouté.
A noter que la COI comprend cinq Etats membres dont les Comores, la France au titre de La Réunion, Madagascar, Maurice et les Seychelles, tous représentés par leur ministre aux Affaires étrangères.
La délégation des Seychelles que dirigeait le Ministre Radegonde, comprenait également l'Ambassadeur Viviane Fock Tave, Secrétaire générale du Département des Affaires étrangères, l'Ambassadeur Claude Morel, Ambassadeur désigné en Afrique du sud, M. Jacques Belle Officier Permanent de Liaison (OPL) auprès de la COI, M. Ian Madeleine OPL Adjoint de la COI, et M. Travis Payet, 3ème Secrétaire au Département des Affaires étrangères.

COI : la modernisation et un plan d'action pour l'économie bleue au cœur du 35e Conseil des ministres

Joanna Seenayen



Outre la passation de la présidence des Comores à la France, les discussions autour de la modernisation et les nouvelles orientations de l'organisation régionale africaine concentreront les échanges du 35e Conseil des ministres de la COI. Un plan d'action régional pour le développement de l'économie bleue sera également proposé pour adoption, nous communique la COI. Instance décisionnelle de la COI, le conseil réunissant les ministres des Affaires étrangères des États membres diligente la direction stratégique et politique de l'agence. Sylvestre Radegonde, ministre seychellois des Affaires étrangères et du Tourisme, Jean-Yves Le Drian, ministre de l'Europe et des Affaires étrangères, Alan Ganoo, ministre mauricien des Affaires étrangères et de l'Intégration régionale, Dhoihir Dhoulkamal, ministre comorien des Affaires étrangères et de la Coopération internationale, et Djacoba Liva Tehindrazanarivelo, ministre malgache des Affaires étrangères, se retrouvent ce jeudi 20 mai pour sa 35e édition. Covid-19 faisant loi, la réunion se déroulera pour la première fois par visioconférence.

Coopération régionale : La France prend la présidence tournante de la Commission de l'Océan Indien



Jean-Baptiste Lemoyne, secrétaire d'État auprès du ministre de l'Europe et des affaires étrangères, chargé du tourisme, des Français de l'étranger et de la Francophonie participe au 35ème conseil des ministres de la Commission de l'Océan Indien (COI), ce jeudi 20 mai 2021.

La France prendra à cette occasion la présidence de la COI, pour un an, succédant aux Comores. Le Quai d'Orsay a indiqué que la France souhaite saluer le bilan de la présidence comorienne qui a efficacement mobilisé l'organisation pour répondre aux défis nés de la pandémie, notamment en lançant un plan régional de réponse à la pandémie. La France a pris toute sa part dans ce plan via l'Agence Française de Développement pour un montant de 4 millions d'euros.

Le secrétaire d'État présentera lors de cette réunion les objectifs de la présidence française de la COI, en particulier en matière d'économie bleue, de sécurité maritime, de mobilité universitaire, d'entreprenariat et de réponse aux risques de catastrophe.

La Commission de l'Océan Indien (COI) est une organisation intergouvernementale qui regroupe cinq États membres : l'Union des Comores, la France au titre de La Réunion, Madagascar, Maurice et les Seychelles. Créée par la Déclaration de Port-Louis en 1982, la COI a été institutionnalisée aux Seychelles en 1984 par l'Accord général de coopération, plus connu comme « l'Accord de Victoria ». Pour rappel le secrétaire général actuel est l'ancien recteur de La Réunion, Velayoudom Marimoutou.

La Gazette des Comores

35ème Conseil des Ministres de COI

Imam Abdillah passe le flambeau des OPL à Laurent Amar

A la tête du comité des Officiers Permanents de Liaison de la COI depuis mars 2020, Imam Abdillah, actuel directeur général de la coopération internationale auprès du ministère des Affaires Etrangères comorien va, dès la fin du conseil des ministres de la COI, passer le flambeau au Français Laurent Amar. Quant à la présidence du conseil assurée par le ministre Dhoihir Dhoulkamal, elle sera reprise par son homologue français Jean-Yves Le Drian.

Le 35ème Conseil des Ministres de la Commission de l'Océan Indien se tiendra ce mardi 18 mai par visio-conférence. En marge de ce grand rendez-vous régional, le comité des Officiers Permanents de Liaison (OPL) vont se réunir ce lundi 17 mai et mardi 18 mai pour préparer le conseil du 20 mai. A Moroni, Imam Abdillah, président du comité des OPL depuis mars 2020, va au cours de ces deux jours devoir faire son bilan et ainsi passer le flambeau à son homologue français issu de l'Île de La Réunion, Laurent Amar. Au cours de la cérémonie d'ouverture de la réunion préparatoire de cette 35ème session du conseil des ministres qui a eu lieu hier, le futur ex-président des OPL de la COI salue les efforts de ceux qui ont contribué pour la réalisation des différentes missions.

Il est revenu en effet pour rappeler que c'est en 2019 que « [les] ministres, réunis à Moroni, ont fixé le cap d'une vision stratégique pour l'évolution institutionnelle de notre Organisation régionale ». « Cette nouvelle dynamique qui a pour objectif de repenser l'avenir de la COI, se nourrit des aspirations politiques et géostratégiques de nos Etats membres. La COI, instrument de mise en œuvre de cette vision commune, doit donc pouvoir répondre efficacement aux différents défis et aux enjeux multiples de cette zone hautement stratégique, en proie à certaines menaces d'insécurité », explique Imam Abdillah.

Après ce 35ème conseil, des remplacements seront effectués à la tête de l'institution. Le flambeau de la présidence du conseil des ministres jusqu'ici assurée par le ministre comorien des Affaires étrangères sera repris par Jean-Yves Le Drian, ministre français de l'Europe et des Affaires étrangères et pareil pour la présidence des OPL. Fier de ce qui a été accompli pendant sa mandature, Imam Abdillah parle d'un « grand chantier, ambitieux » qui « demande plus d'investissement de la part des Etats membres et une meilleure appropriation de l'Organisation par ses représentants ».

Si le rôle premier des OPL au sein de l'organisation c'est d'assurer une responsabilité pouvant « faciliter la mise en œuvre de l'action portée par le secrétariat général dans nos pays respectifs », le désormais ex-futur président des OPL se souvient des mesures prises dans la lutte contre le coronavirus. Il cite en effet la mise en place du plan de riposte régional lancé « dès l'apparition du premier cas dans notre espace ». « Ce plan de riposte a été un succès, grâce notamment à la proactivité des États membres et aux efforts du bras technique santé de notre organisation, l'Unité Veille Sanitaire », se félicite-t-il et espère que les successeurs vont relever les défis qui les attendent.

A.O Yazid



La Gazette des Comores
Fondateur et Directeur général
Said Omar Allaoui
Directeur de la publication
Elhad Said Omar
Rédacteur en chef
Mohamed Youssouf
Secrétaire de rédaction
Toufé Maecha
Rédaction
A. Mmagaza
M.I.M Abdou
A.O. Yazid
Andjouza Abouheir
Nassuf Ben Amad
Kamal Gamal Abdou
Nabil Jaffar
Riwad
Raanti Aboubakar (Stagiaire)
Chronique Sportive
B.M. Gondet
Mise en page
Abdouchakour Aladi Nourou
Responsable commercial
Mariama Mhoma
Documentation archiviste
Hadidja Abdou
Photographe / Site Web
Mohamed Said Hassane
Impression
Graphica Imprimerie
www.lagazettedescomores.com
Tel: 773 91 21/ 322 76 45

Al-watwan

35E CONSEIL DES MINISTRES DE LA COI

Les Officiers permanents de liaison démarrent les travaux préparatoires

Quatre jours avant l'organisation du 35e Conseil des ministres de la Commission de l'Océan indien (Coi), les Officiers permanents de liaison (Opl) se réunissent pour préparer la session du jeudi 20 mai. Les préparatifs se déroulent sous la présidence de l'Opl de l'Union des Comores, Imam Abdillah.

Par **Chamsoudine Said Mhadji**

Le président en exercice du comité des Officiers permanents de liaison (Opl) de la Commission de l'Océan indien (Coi), Imam Abdillah, a ouvert hier la réunion virtuelle préparatoire de la 35e session du Conseil des ministres de l'organisation régionale.
Devant les Opl des autres pays membre de la Coi, le secrétaire général de la Commission, Vêlayoudom Marimoutou regrette que cette réunion préparatoire n'ait pas pu être organisée à Moroni pour des raisons liées à la situation de la pandémie du Coronavirus. Les travaux sont accès sur le projet «*Paix, stabilité et gouvernance, le projet de réduction des risques et catastrophes naturelles avec des financements de 71 millions de dollars de fonds verts et climat…*». Le patron de la Coi a évoqué également «*l'installation et la mise en opération du câble Mitis, la finalisation du plan d'action régional sur l'économie bleue mise à jour, la mise en œuvre du plan de riposte contre la Covid-19*».

La Coi face à la Covid-19

Vêlayoudom Marimoutou est revenu sur les portefeuilles thématiques de la Coi qui permettraient d'avoir dans l'avenir «*une Coi plus forte et performante*». De son côté, le président en exercice du comité des Opl, Imam Abdillah, a rappelé qu'en «*août 2019, nos ministres, réunis à Moroni, ont fixé le cap d'une vision stratégique pour l'évolution institutionnelle de notre organisation régionale*».
Pour le représentant comorien, le grand chantier de la Coi «*demande plus d'investissement de la part des Etats membres et une meilleure appropriation de l'Organisation par ses représentants*».
Imam Abdallah a rebondit sur la Covid-19 dans la région. «*Nos pays ont été durement frappés par la pandémie du Coronavirus, qui n'a épargné aucun pays dans le monde, même les plus performants en*



termes d'infrastructures sanitaires». Et de poursuivre : «*dès l'apparition du premier cas dans notre espace, quelques jours après la prise de fonction à la tête de la présidence en exercice de notre organisation, mon pays s'est mobilisé, en collaboration avec le secrétariat général, pour la mise en place d'un plan de riposte régional soutenu par notre partenaire, l'Agence française de développement (Afp). Ce plan de riposte a été un succès grâce notamment à la proactivité des Etats membres*».
Le chef des Opl a reconnu que «*la conjoncture sanitaire mondiale a quelque peu perturbé notre coopération, dans son élan, mais n'a d'aucune manière, ébranlé l'engagement de la présidence en exercice et la collaboration de tous les Etats membres à avancer pour atteindre nos objectifs*». Les travaux virtuels des ministres s'ouvrent ce jeudi 20 mai sous la présidence comorienne.■

Plus d'infos cliquez les liens ci-dessous :

- http://lagazettedescomores.com/soci%C3%A9t%C3%A9%C3%A8me-conseil-des-ministres-de-coi-imam-abdillah-va-passer-le-flambeau-des-opl-%C3%A0-laurent-amar-.htm
- https://allafrica.com/stories/202105200848.html
- https://www.newsmada.com/2021/05/21/cooperation-regionale-la-france-a-la-presidence-de-la-coi/
- https://www.nation.sc/articles/9053/35me-session-du-c-de-la-coi-
- https://www.al-fajrquotidien.com/conseil-des-ministres-coi-la-35eme-session-prevue-ce-jeudi/
- https://cmmc-media.net/index.php/2021/05/20/ouvertu-travaux-virtuels-du-35eme-conseil-des-ministres-de-la-commission-de-locean-indien/
- 35ème Conseil des ministres de la COI : retombées - CO (commissionoceanindien.org)
- La France à la présidence du Conseil de la COI : priorités (commissionoceanindien.org)
- Retour sur la présidence comorienne du Conseil des mini COI (commissionoceanindien.org)

Fièvre aphteuse : les éleveurs réclament une allocation mensuelle



Plusieurs bœufs avaient été découverts en mars souffrant de la fièvre aphteuse à Rodrigues.

Tandis que la campagne de vaccination des ruminants contre la fièvre aphteuse a débuté officiellement ce jeudi 20 mai, à Rodrigues, des éleveurs font circuler une pétition dans laquelle ils demandent au gouvernement de Maurice de leur venir en aide financièrement. D'après nos renseignements, le ministère de l'Agroalimentaire et le bureau du Premier ministre devraient en avoir une copie d'ici le début de la semaine prochaine. Les planteurs estiment que face à l'embargo imposé par le gouvernement mauricien, les éleveurs enregistrés ayant au moins dix bœufs ou une vingtaine de cabris doivent toucher une allocation mensuelle équivalant à un mois de salaire minimum.

Il n'y a aucune indication que cette requête sera acceptée. Cependant, le gouvernement régional de Rodrigues a déjà préparé un plan d'aide pour les éleveurs. Le commissaire à l'Agriculture, Richard Payendee, explique que ceux de la zone rouge comprenant la région de Citron-Donis, St-Gabriel et Anse-Baleine, d'où est partie la maladie, auront une compensation car leurs cheptels ne peuvent pas être vendus sur le marché rodriguais. Toutefois, le montant de la compensation n'a pas été évoqué car chaque éleveur n'a pas le même nombre de bêtes.

En revanche, l'Assemblée régionale de Rodrigues a trouvé une autre formule, le «*meat subsidy*», pour que les autres éleveurs puissent écouler facilement leurs produits sur le marché rodriguais. Le gouvernement finance à 50 % la viande de bœuf fraîche par exemple. «*C'est une formule pour que le bœuf et le cabri se vendent à moitié prix au marché. Donc, les éleveurs peuvent vendent facilement leur bétail et cela profite également aux consommateurs*», explique Richard Payendee. Toutefois, quelques éleveurs craignent que d'ici quelques semaines, les consommateurs cesseront toute commande en raison d'un excès de viande sur le marché ou en stock à leur domicile.

La formule «*meat subsidy*» pourra continuer jusqu'à ce que Port-Louis décide d'enlever l'embargo. Le commissaire de l'Agriculture explique qu'il est difficile d'avancer une date pour la levée de l'embargo car c'est Port-Louis qui en décidera. Il faudra également effectuer des examens sanguins en septembre et octobre sur le cheptel rodriguais pour confirmer que les vaccins ont été efficaces. Le ministère de l'Agroalimentaire ayant bénéficié de 182 500 doses de vaccin de la Commission de l'océan Indien en a transféré 100 000 à Rodrigues. **Suite de l'article**

Pour plus d'infos cliquez les liens ci-dessous :

- https://www.lexpress.mu/article/393867/fievre-aphteuse-eleveurs-reclament-une-allocation-mensuelle
- https://www.lejournaldesarchipels.com/2021/05/20/la-fievre-aphteuse-rodriguaise-atteint-maurice/
- https://www.wazaa.mu/fr/fievre-aphteuse---182-500-doses-de-vaccin-receptionnees-par-maneesh-gobin
- https://www.zinfos-moris.com/Rodrigues-100-000-doses-de-vaccin-contre-la-fievre-aphteuse_a22964.html
- https://www.wazaa.mu/fr/fievre-aphteuse---acheminement-de-100-000-doses-de-vaccin-a-rodrigues
- https://defimedia.info/fievre-aphteuse-100-000-doses-de-vaccin-acheminees-vers-rodrigues
- http://www.mauriceactu.mu/2021/05/17/maurice-beneficie-dune-cargaison-de-vaccins-contre-la-fievre-aphteuse/
- https://inside.news/2021/05/20/fievre-aphteuse-acheminement-de-100-000-doses-de-vaccin-a-rodrigues/
- https://ionnews.mu/234611-2/
- https://ionnews.mu/234694-2/

Maurice bénéficie d'une cargaison de vaccins contre la fièvre aphteuse



Maurice a bénéficié d'une première cargaison de vaccins contre la fièvre aphteuse, qui est arrivée, samedi 15 mai 2021, à l'aéroport international Sir Seewoosagur Ramgoolam, cela à travers le réseau *SEGA–One Health* de la Commission de l'océan Indien (COI). A cet effet, la COI a procédé à l'acheminement de 182,200 doses de vaccins pour combattre cette épidémie qui touche principalement les cheptels de Rodrigues.

Cette initiative découle également du soutien de l'Agence française de développement (AFD) et de l'Union européenne (UE) à travers le projet de renforcement de la sécurité sanitaire au niveau régional et d'atténuation des effets des épidémies et pandémies (RSIE4).

Ces vaccins ont été réceptionnés par le ministre de l'Agro-industrie et de la Sécurité alimentaire, M. Maneesh Gobin, en présence de plusieurs personnalités, notamment, le Secrétaire général de la COI, Prof. Vêlayoudom Marimoutou ; l'Ambassadeur de l'Union européenne (UE) à Maurice, M. Vincent Degert ; l'Ambassadrice de France, Mme Florence Caussé-Tissier ; et le directeur de l'Agence française de développement (AFD), M. André Pouillès-Duplaix.

Cette cargaison permettra de subvenir aux besoins des deux premières sessions de vaccination des cheptels à Maurice et Rodrigues après qu'un cas suspect de fièvre aphteuse a été rapporté le 10 mars 2021 au ministère de l'Agro-industrie et de la Sécurité alimentaire par la Commission de l'Agriculture de Rodrigues.

Dans une déclaration, le ministre de l'Agro-industrie et de la Sécurité alimentaire, Maneesh Gobin, a exprimé sa gratitude envers la COI ainsi qu'à l'UE et l'AFD pour cette action généreuse. Il a réitéré le soutien continu de ces organisations envers Maurice tout en ajoutant que le pays peut compter sur la collaboration de la COI, qui est un partenaire privilégié, avec la réception des doses de vaccin pour contenir et maîtriser la fièvre aphteuse à Rodrigues. **Suite de l'article**

Fièvre aphteuse : 100 000 doses de vaccin acheminées vers Rodrigues



PAR RIZWAAN KHODABUX

Peut-être la lumière au bout du tunnel pour les éleveurs rodriguais. Pas moins de 100 000 doses de vaccin contre la fièvre aphteuse seront acheminées vers Rodrigues ce mercredi 19 mai. Cette épidémie touchant les cheptels affecte plus d'une centaine de bêtes depuis mars dernier.

C'est abord de l'avion le Dornier de la National Coast Guard (NCG), dont le départ est prévu pour 10 h ce matin, que les 100 000 doses seront transportées vers Rodrigues. Une fois sur l'île, il est prévu que l'exercice de vaccination débutera aussitôt. Pour le besoin de cet exercice, le ministère de l'Agro-industrie a dépêché deux de ses vétérinaires, lesquels sont déjà sur l'île, pour épauler leurs collègues rodriguais. Ce, après avoir observé une période de quarantaine.

Depuis mars dernier, l'île Rodrigues fait face à une résurgence de la fièvre aphteuse. Deux zones rouges y ont été décrétées. L'une à St Gabriel et l'autre à Baie Malgache/Mont du Sable.

A 10 mai dernier, la Foot & Mouth Disease (FMD) avait été détectée chez des bovins, des petits ruminants ainsi que des cochons. Une dizaine d'animaux en sont morts ou ont dû être abattus.

C'est samedi 15 mai que Maurice a réceptionné 182 000 doses du vaccin contre la fièvre aphteuse depuis la Commission de l'océan Indien (COI). Une opération rendue possible grâce au soutien de l'Agence française de développement et de l'Union européenne au réseau SEGA - One Health de la COI à travers le projet RSIE4. Les 82 000 doses restantes du vaccin seront utilisées pour les besoins à Maurice.

La Gazette des Comores

COMMISSION DE L'OCÉAN INDIEN

Les partenaires soucieux des pertes en ressources halieutiques

La région du Sud-ouest de l'Océan Indien rencontre des pertes énormes en matière de ressources halieutiques. Ce manque à gagner inquiète les partenaires qui s'engagent à travers le programme ECO-FISH à relancer le secteur à hauteur de 28 millions d'euros sur financement de l'UE.

Selon la Banque Mondiale, le manque à gagner de la région du Sud-Ouest de l'Océan Indien en matière de ressources halieutiques est de 7,5 milliards de dollars américains par année. Une perte énorme qui inquiète les principales organisations et institutions de développement de la région. Ces dernières ont réitéré leur volonté de collaborer pour tirer profit de ce potentiel. Dans un communiqué de presse en date du 13 mai dernier, l'on apprend que les entités concernées se sont réunies pour le deuxième comité de pilotage du programme ECO-FISH, au siège de la Commission de l'Océan Indien (COI), afin d'adopter les lignes directrices de leur coopération dans ce secteur pour les douze prochains mois.

La COI, le Marché commun de l'Afrique orientale et australe (COMESA), la Communauté de l'Afrique de l'Est (CEA), l'Autorité intergouvernementale pour le développement (IGAD), la Communauté de développement de l'Afrique australe(SADC), l'Agence du lac Tanganyika (ALT), l'Organisation de la pêcherie du lac Victoria (OPLV), la Commission des thons de l'Océan Indien (CTOI) et la Commission des pêches du sud-ouest de l'océan Indien (SWIOFC) sont les institutions concernées.

Vêlayoudom Mariamoutou, secrétaire général de la COI a lors de son allocution d'ouverture de cette réunion rappelé que ce partenariat, promu et financé par l'Union Européenne (UE) « contribuera à consolider les acquis des États de la région en faveur d'une pêche durable, génératrice de croissance et d'emplois » et que « toute notre action commune doit reposer sur le respect de nos diversités et la recherche constante de complémentarités. Elle doit aussi promouvoir un authentique esprit de partage et de solidarité qui constituent des valeurs cardinales dans notre mission collective de coopération ».

Si les partenaires s'unissent pour promouvoir la pêche durable à travers ce programme ECOFISH depuis juillet 2018, ce deuxième comité de pilotage a permis d'apprécier les réalisations dudit programme à ce jour. Et c'est la raison pour laquelle Geza Strammer, chef de la coopération de la délégation de l'UE auprès de la République de Maurice et de la République des Seychelles insiste sur le fait de « tirer des leçons des défis qui nous ont contraints à limiter nos activités et avancer des propositions qui nous permettront de faire face à la pandémie pour atteindre nos objectifs envers nos bénéficiaires ». Conscients de l'impact causé par la Covid-19, le comité incite, par la voix de Motseki Hlatshwayo, président en exercice du comité de pilotage d'ECOFISH, « les parties prenantes à trouver des moyens innovants pour assurer la continuité des activités, car la Covic-19 ne partira pas de si tôt ».



Lors de cette réunion du comité, l'assistance a, pour relancer et promouvoir le secteur, évoquer l'état des lieux des opportunités et des défis des pays cibles du programme en matière de pêche, la mise en place d'outils pour une prise de décisions plus avisées en termes de protection et d'exploitation des ressources de la région, et la relance du Programme régional de surveillance des pêches afin de lutter contre la pêche illégale. « Au niveau des communautés de la région, ECOFISH se félicite d'avoir identifié et soutenu neuf initiatives de démonstration par des subventions s'élevant à plus de sept millions d'euros. Ces projets incluent des actions de soutien à l'autonomisation économique des pêcheurs, outre les efforts visant à promouvoir la pêche artisanale », poursuit le communiqué. Le programme ECOFISH, qui devrait se poursuivre jusqu'en septembre 2024, bénéficie d'un financement de 28 millions d'euros de l'UE et on prochain comité de pilotage sera présidé par la COMESA.

Kamal Gamal

Bientôt une Université numérique pour l'Indianocéanie ?

C'est ce que prépare l'Institut Indianocéanique du numérique sous l'égide de l'Université de La Réunion, en partenariat avec la région Réunion et l'Union européenne. Pour Joëlle Brunet-Malbrancq, responsable marketing et communication du projet : « Nous travaillons sur ce projet depuis un an et demi, et même s'il est retardé à cause de la crise Covid, nous allons commencer à proposer des formations en ligne à partir de ce mois de mai » En partenariat avec l'Université des Mascareignes, il sera possible de s'inscrire en ligne et de suivre des cours gratuitement. Des formations diplômantes sont accessibles dès 229 € pour un certificat (et environ 1000 € pour un diplôme universitaire) avec possibilités d'examens à distance.
Joëlle travaille notamment aux côtés de Ylias Timol qui, outre ses fonctions de directeur administratif et financier, a développé une web TV qui propose d'intéressantes émissions comme par exemple celle du 25 février consacrée à l'économie circulaire.

À regarder en scannant le QR CODE :



Maurice. Une Déchetèque pour valoriser les matériaux de construction



L'idée fait son chemin un peu partout et prend une plus grande dimension dans nos petites îles désormais confrontées à des fermetures de frontières : « il faut que nous puissions valoriser nos ressources locales, en commençant par éviter de les gaspiller » explique Stéphanie Bouloc, instigatrice de la plateforme La Déchetèque. Il s'agit de la première plateforme spécialisée à Maurice sur la réutilisation et la revalorisation des surplus et matériaux de la construction. Comme le précise le slogan « Promouvoir le seconde main, neuf ou usagé dans une dynamique d'économie circulaire ». La Déchetèque est une start-up ayant pour but le réemploi des matériaux à Maurice, une plateforme en ligne connectant les détenteurs de matériaux non utilisés avec des utilisateurs de seconde main qui les revaloriseront. Sa promotrice, la Française Stéphanie Bouloc n'en est pas à son coup d'essai : après un certificat « Démarrage et mise en place d'une ressourcerie (autre nom donné aux déchetteries) » obtenu à Nice en France, elle s'est spécialisée sur la question d'économie des ressources et son corollaire de réduction des déchets. L'idée est de proposer une solution alternative à l'achat de matériaux neufs et ainsi réduire l'impact environnemental. A Maurice depuis trois ans, elle a pu tester les besoins et les demandes en participant à des actions de nettoyage des plages et de sensibilisation à l'environnement notamment auprès de Project Rescue Océan Maurice ou encore chez We ReCycle ou Zero Waste Mauritius. Aujourd'hui la première étape est de mettre en place une plateforme numérique qui permettra de jauger les gisements et les demandes : « je me donne trois années environ pour mettre cette plateforme sur les rails. Ensuite, si c'est nécessaire je pourrai envisager une unité de stockage mais ce n'est pas sûr, si la plateforme suffit pour mettre en relation l'offre et la demande, ça ira... » Le business model repose sur l'abonnement à la plateforme (différentes formules en fonction des segments d'activité du secteur de la construction), un pourcentage sur les transactions, la publicité ou encore des prestations de conseils, d'audits auprès de ses membres. Une idée originale qui prouve une fois de plus que la révolution de l'upcycling (ou valorisation des déchets) est bien en marche.

Jacques Rombi

Le Fonds saoudien pour le développement en pourparlers avec les Seychelles sur l'éducation et le logement

By: **Salifa Karapetyan édité par Betymie Bonnelame et traduit par Rudie Bastienne**



M. Payet a déclaré pour le moment que le projet social prioritaire était l'école de La Digue. (Elke Talma)

(Seychelles News Agency) - Le gouvernement des Seychelles a ouvert des discussions avec le **Fonds saoudien** pour le développement sur un éventuel soutien financier pour le développement des infrastructures dans les secteurs de l'éducation, du logement et de la pêche.

Le secrétaire d'État aux Finances, au Commerce et à l'Investissement, Patrick Payet, a déclaré à la presse qu'une première réunion tenue vendredi s'est concentrée sur l'équilibre entre les projets sociaux et les projets qui contribueront à la diversification de l'économie.

"Pour le moment, le projet social prioritaire est l'école de La Digue. Pour la diversification de l'économie, c'est l'infrastructure que nous devons mettre en place pour le développement des PME (petites et moyennes entreprises) et de la pêche. Ce sont ces discussions que nous avons eues avec eux. Ils vont maintenant suivre leur processus interne et nous ferons de même une fois que nous aurons reçu une enveloppe indicative du montant qu'ils seront prêts à financer », a déclaré M. Payet.

Le **Fonds saoudien** pour le développement a été créé en 1974 pour fournir une aide au développement aux pays en développement, grâce au financement de projets sociaux et d'infrastructure.

Le Fonds aide déjà les Seychelles et cofinance actuellement la construction du réseau 33KV pour la région sud de l'île principale de Mahé. Il a accordé un prêt de 20 millions de dollars pour le financement de ce projet.

Trois ministres seychellois étaient présents à la réunion avec la délégation du Fonds de quatre personnes : le ministre de la pêche et de l'économie bleue, Jean-François Ferrari ; le Ministre des terres et du logement, Billy Rangasamy; et le Ministre des finances, de la planification économique et du commerce, Naadir Hassan**.** **Suite de l'article**

La grande commission mixte maroco-comorienne tiendra sa première réunion en 2021

Le ministre des Affaires étrangères, de la coopération africaine et des Marocains résidant à l'étranger, Nasser Bourita, s'est entretenu, vendredi 21 mai par visioconférence, avec le ministre des Affaires étrangères et de la coopération internationale de l'Union des Comores, Chargé de la diaspora, Dhoihir Dkhoulkamal.



Les deux ministres se sont félicités de l'excellence des liens d'amitié et de solidarité existant entre les deux pays et ont exalté la qualité des sentiments d'estime et de respect qui caractérisent les rapports entre le Roi Mohammed VI et le Président Azali Assoumani, indique un communiqué du ministère de Affaires étrangères, relayé par la MAP.

MM. Bourita et Dkhoulkamal ont passé en revue les progrès réalisés dans la collaboration entre les deux pays dans les domaines prioritaires tels que l'enseignement supérieur, l'économie, le commerce, la santé, l'éducation, les affaires islamiques, la formation professionnelle et la culture, et se sont engagés à ouvrir de nouvelles perspectives dans ces domaines à travers une coopération Sud-Sud solidaire et agissante, relève le communiqué.

M. Bourita, ajoute le ministère, a loué les développements remarquables enregistrés par l'Union des Comores sous la conduite du Président Assoumani, tout en réitérant la disposition du Maroc à accompagner la partie comorienne dans le cadre de la concrétisation de l'objectif du gouvernement comorien de faire de l'Union des Comores un pays émergent à l'horizon 2030. **Suite de l'article**

(Consultations prébudgétaires) Renganaden Padayachy : « Trouver un équilibre entre la réforme et un plan de relance »



Le ministre des Finances, Renganaden Padayachy, a complété la semaine dernière ses consultations prébudgétaires par deux séances de travail avec le ministre de la Culture, Avinash Teeluck, et le ministre de la Fonction publique, Teeruthraj Hurdoyal, après avoir rencontré tous les ministres successivement mercredi et jeudi.

Le coup d'envoi des consultations prébudgétaires avait été donné le 12 avril. Le ministre avait donné le ton en indiquant que, pour la deuxième année consécutive, le budget sera présenté « dans un contexte difficile », après une contraction de l'ordre de 15% de la croissance économique depuis le début de la crise sanitaire liée à la Covid-19 en mars de l'année dernière.

Pour le prochain budget, qui devrait être présenté dans 15 jours, « il s'agira de présenter des mesures qui permettront au pays de retrouver le chemin de la croissance forte afin d'atteindre au plus vite le niveau de la croissance pré-Covid ». Sa stratégie, a-t-il expliqué, « est de préserver la production des biens et des services, et d'éviter toute infraction sur la capacité de production du pays, de limiter les défauts de paiement et les faillites, de manière à ce qu'il n'y ait pas de contamination du système bancaire et financier ». Pour lui, le principal défi du budget 2021-2022 sera d'établir un équilibre entre la réforme et le plan de relance.

Depuis le lancement des consultations budgétaires, le 12 avril, le ministre de Finances et son équipe ont rencontré les représentants d'une centaine d'organisations, couvrant tous les principaux secteurs d'activité du pays, et pratiquement tous les domaines. Le ministre a commencé par rencontrer les représentants du secteur privé, qui ont mis l'accent sur les mesures à prendre en vue de la réouverture de nos frontières et sur l'urgence pour le pays de sortir de la liste noire de l'Union européenne et de la liste grise du GAFI. « Le prochain budget nécessitera un acte d'équilibre afin de naviguer entre la responsabilité fiscale et les projets nécessitant un financement. L'ouverture des frontières, le soutien aux secteurs en difficulté et aux secteurs émergents, ainsi que le développement d'un environnement

durable et un programme de croissance inclusif doivent être pris en compte dans l'exercice budgétaire. »
L'extension du Workfare Programme pour les personnes licenciées, l'allocation d'une compensation à ceux touchant la pension de vieillesse par rapport à l'inflation, la publication du rapport du Pay Research Bureau, le contrôle de la flambée des prix sur le marché, l'élimination des gaspillages des fonds publics ainsi que le remplissage des postes vacants dans le secteur public ont figuré parmi les revendications syndicales.
Durant les consultations prébudgétaires, le ministre a également rencontré les représentants du secteur touristique, des PME, des agriculteurs, de l'industrie sucrière, des pêcheurs, des femmes entrepreneurs, des finances, des coopératives, de l'informatique et des BPO, de la jeunesse, des taxis, des artistes et des sportifs avant de faire le point avec tous les ministres.



Peopl

EMMANUEL SERAPHIN est le 1er adjoint de la ville de Saint Paul auprès d'Huguette Bello (élue en 2020). Il est délégué à l'aménagement du territoire, président de la commission d'appel d'offres et président de la commission de services publics. Il également a été élu président de l'Office du tourisme de l'Ouest en septembre 2020.

« DANS LES ÉCHANGES SUD-SUD, LA RÉUNION À UN RÔLE MAJEUR À JOUER »

A l'échelle de La Réunion, le Territoire de la Côte Ouest (TCO) est un espace économique et naturel important qui comprend des Hauts habités, une partie du Parc national inscrit au patrimoine de l'Humanité, l'un des plus grands ports industriels français, trois ports de plaisance et une zone d'activités littorale amenée à se développer fortement ces prochaines années.

« Sur ce territoire, l'économie et l'environnement sont intrinsèquement liés, explique M. Séraphin. Notre avenir repose ainsi sur trois piliers : la préservation des Hauts, le développement maritime et la création de villes durables pour accompagner la croissance démographique et l'arrivée de nouvelles populations. C'est déjà le cas à l'entrée nord de Saint-Paul, où nous allons bientôt poser la première pierre de la future Ecocité dans la zone de Cambaie. »

Cette ville exemplaire accueillera 40 000 nouveaux habitants sur 76 ha dans les cinq prochaines années. Bien plus à un horizon de 25 ans en considérant ses 200 ha de foncier disponible à aménager. Elle privilégiera les modes de déplacement doux, les énergies renouvelables (solaire, maréthermique) et les matériaux biosourcés.

« Les multiples chantiers qui nous attendent sont autant de défis environnementaux. Nous travaillons avec des start-up pour inventer de nouveaux matériaux respectueux des ressources. Et nous allons développer des terres fertiles, directement sur le site, par des procédés naturels qui font appel au bon sens et au génie réunionnais. »

De fait, La Réunion ne manque pas de savoir-faire sur tous ces sujets. Constructions bioclimatiques, gestion des ressources et des déchets, recyclage/transformation, valorisation énergétique... L'île est en pointe dans la région. Et en particulier le TCO, qui accueille la SEM Cycléa, l'un des fleurons locaux de l'économie circulaire des déchets.

« Nous avons à cœur de partager ces savoir-faire et ces bonnes pratiques dans toute la zone. Sur la question des déchets, nous échangeons beaucoup avec la ville de Victoria, aux Seychelles. A Madagascar, on travaille aussi avec l'île Sainte-Marie, qui fait face à de nouvelles problématiques de pollution liées à l'activité hôtelière. »

> « Sur le modèle de la création d'Air Austral à l'époque, cette compagnie ferait de La Réunion un hub maritime pour la région. »

Au-delà, La Réunion occupe une place importante sur les grandes routes maritimes mondiales, en particulier pour les échanges Sud-Sud entre l'Asie et les pays AFAO (Afrique Australe et Orientale).

L'île a un rôle majeur à jouer surcette question et Port Réunion dispose d'un potentiel de développement inouï avec réservoir foncier de 80 ha en base arrièr qui accueillera à terme un port franc, ur unité de transformation de produits à l'export, une zone de maintenance pour les conteneurs...

« Le développement de ces services portuaires est une valeur ajoutée pour l Réunion et un gisement d'emplois considérable. Tous les acteurs économiques de l'île en sont conscients. C'est pourqu nous partageons, avec eux, le projet de créer une compagnie régionale maritim qui accueillerait l'ensemble des conteneurs en escale avant de les dispatcher dans les autres pays de la zone. »

Sur le modèle de la création d'Air Austral à l'époque, cette compagnie fer de La Réunion un hub maritime pour l région. Outre une plus grande efficacité de traitement, cela permettrait de rationaliser le transport – y compris dans u perspective de réduction des impacts en vironnementaux. Enfin, cela permettra de maîtriser les coûts du fret maritime, ont littéralement explosé à l'occasion d crise Covid.

Le projet n'en est déjà plus au stade voeu pieux. Des spécialistes seraient à p d'œuvre pour en poser les premiers jal (A ce propos, lire les commentaires de Mohabeer, chargé de mission à la COI, dans les pages suivantes NDLR).

*Territoires de la Côte Ouest composés de cinq communes : Le Port, La Possession, Saint-Leu, Saint-Paul, Les Trois-Bassins. Etendu sur 53606 hectares et totalisant environ 220000 habitants.